

Solidarité avec le peuple kanak

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 1 mars 2024

Le 26 février 2024, s'est tenu à Paris, un meeting de solidarité avec le peuple kanak. Robert KOWIE, sénateur indépendantiste kanak était présent ainsi qu'une délégation du FLNKS. À cette occasion, notre mouvement a publié une déclaration de solidarité et de soutien.

Solidarité avec le peuple kanak

Soutien à son droit d'accéder à une pleine souveraineté

Que veut Macron et son gouvernement pour la Kanaky/Nouvelle-Calédonie ?

Suite aux affrontements des années 1980-1990, il a été établi entre l'État français et les indépendantistes kanaks un compromis, dont certains des termes sont inscrits dans la Constitution.

Cela a permis que s'engage un processus de décolonisation et d'auto-détermination qui dure depuis plus de trois décennies.

Aujourd'hui, le pouvoir manœuvre pour en finir avec ledit « accord de

Nouméa¹https://www.wikiwand.com/fr/Accord_de_Noum%C3%A9a ».

Il veut faire croire que le 3^e référendum de 2022 a permis de décider « démocratiquement » d'une « Nouvelle-Calédonie dans la France » : 96,49 % de non à l'indépendance !

C'est ignorer le droit imprescriptible d'un peuple colonisé à décider du devenir de son pays, ainsi que les résolutions de l'ONU à ce sujet. Et c'est « oublier » que, du fait de la période de deuil suivant le Covid, les Kanaks avaient demandé le report de cette consultation. Ce qui leur fut refusé.

D'où, suite à un appel des indépendantistes à ne pas se rendre aux urnes, le fait que la participation ne fut que de 43,90 %.

Les coups de force se multiplient : report des élections provinciales, report cette fois possible et nécessaire pour préparer une ouverture du corps électoral. Y compris, si nécessaire, par une modification de la Constitution soumise aux assemblées réunies en Congrès avant la fin de l'année.

L'objectif est de rendre irréversible une mise en minorité de la population Kanak.

Pourquoi cette obstination ?

Pour Macron et de son gouvernement, « l'intérêt national » veut une Nouvelle-Calédonie définitivement française. À leurs yeux, celle-ci représente un atout économique et stratégique dans la zone de plus en plus décisive dite de « l'Indo-Pacifique ». Ce qui justifie de ne pas lésiner en arrogance néocoloniale et en mépris à l'égard du peuple Kanak.

Ne leur en déplaise, l'influence de la France, en « Indo-Pacifique » et au-delà, serait mieux servie par la poursuite et l'approfondissement d'un réel et sincère processus de décolonisation. Ce qui devrait amener à prioriser la lutte contre les inégalités sociales, pour un développement du pays et son progrès social et démocratique. Et à prendre au sérieux les propositions en vue d'une indépendance en partenariat, plutôt que de prétendre imposer ce qu'il faut bien qualifier de recolonisation de la Nouvelle-Calédonie.

Il convient que les forces qui en France combattent le colonialisme, défendent la démocratie et le droit des peuples à l'auto-détermination, se rassemblent autour du peuple Kanak engagé dans un difficile combat.

Bagnolet, le 26 février 2024

ENSEMBLE !

Mouvement pour une alternative de Gauche Écologiste et Solidaire

Pour compléter, vous pouvez consulter sur notre site :

- **Contre la casse de l'accord de Nouméa**